



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Août 2025

VERS UNE SÉCESSION DOUCE ?

LA FRAGMENTATION INVISIBLE : GÉOPOLITIQUE INTERNE DU TRUMPISME ET DÉSUNION POST-LIBÉRALE AUX ÉTATS-UNIS

Maud Quessard

*Directrice du domaine Europe, Espace transatlantique,
Russie à l'IRSEM*

FOCUS – n° 2



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

VERS UNE SÉCESSION DOUCE ?

LA FRAGMENTATION INVISIBLE : GÉOPOLITIQUE INTERNE DU TRUMPISME ET DÉSUNION POST-LIBÉRALE AUX ÉTATS-UNIS

Maud Quessard

*Directrice du domaine Europe, Espace transatlantique,
Russie à l'IRSEM*

Pour citer cette étude

Maud Quessard, Vers une sécession douce ? – La fragmentation invisible : géopolitique interne du trumpisme et désunion post-libérale aux États-Unis, Focus 2, IRSEM, août 2025.

Dépôt légal

ISSN en cours
ISBN : 978-2-11-172614-7

DERNIERS FOCUS PARUS

1. *L'influence chinoise dans les Kiribati à l'épreuve de la longue durée*

Eric FRÉCON

ÉQUIPE

Directeur
Martial FOUCAULT

Directeur adjoint
ICA Benoît RADEMACHER

Directrice scientifique
Julia GRIGNON

Secrétaire générale
Caroline VERSTAPPEN

Éditrice
Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2025 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (War Studies) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public. L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique - Asie - Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Maud Quessard, maître de conférences des universités, est directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie » à l'IRSEM et co-dirige l'Observatoire de politique extérieure américaine (OPEXAM). Docteure de l'université Sorbonne-Nouvelle, diplômée de Sciences Po, spécialiste de la politique étrangère américaine, elle a enseigné à l'Université de Poitiers, de Paris-Panthéon-Assas, à l'IEP de Bordeaux et à Sciences Po Paris. Ses recherches portent sur les enjeux stratégiques américains et les compétitions de puissance, sur les guerres de l'information et les stratégies d'influence. Elle a bénéficié du programme de soutien à la recherche de l'IHEDN, a été *visiting fellow* au département d'histoire de l'Université Harvard en 2015 et lauréate du Programme IVLP (International Visitor Leadership Program) du département d'État américain en 2023. Elle est l'auteure de nombreux chapitres et articles sur les enjeux stratégiques américains parus dans *Politique américaine*, *Diplomatie* ou *Orbis*. Elle a publié récemment « Les démocraties et les nouvelles compétitions de puissance face à l'enjeu des technologies militaires » (dans Pierre Bourgois et Océane Zubeldia [dir.], *Les puissances démocratiques et les nouvelles technologies militaires*, Presses du Septentrion, 2024) et « Les frontières numériques à l'épreuve : les démocraties d'Amérique du Nord vulnérables face aux cybermenaces et aux luttes informationnelles », *Annuaire français de relations internationales*, XXV, 2024. Elle est l'auteure de l'ouvrage *Guerres de l'information et stratégies d'influence. Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide* (PUR, 2019) ; elle a également co-dirigé avec Frédérick Gagnon et Frédéric Heurtebize, *Alliances and Power Politics in the Trump Era. America In Retreat?* (Palgrave MacMillan, 2020), et avec Céline Marangé, *Les guerres de l'information à l'ère numérique* (PUF, 2021).

Contact : maud.quessard@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	13
ABSTRACT	14
AVANT-PROPOS	15
INTRODUCTION	17
I. LE TRUMPISME COMME CATALYSEUR DE POLARISATION INSTITUTIONNELLE	19
De la transgression rhétorique à la stratégie de disruption politique	19
Le 6 janvier 2021 : rupture ou accélérateur d'un processus de fragmentation ?....	21
<i>Une attaque sans précédent contre une cérémonie rituelle</i>	<i>21</i>
<i>Du symptôme au tournant politique.....</i>	<i>22</i>
<i>Une impunité partielle aux effets durables</i>	<i>23</i>
Polarisation sociale et effondrement du consensus démocratique.....	23
<i>Une polarisation sociale systémique.....</i>	<i>24</i>
<i>Une fracture épistémique</i>	<i>25</i>
<i>Délégitimation des élections et glissement vers l'autoritarisme</i>	<i>26</i>
II. LE NATIONALISME BLANC ET LA STRATÉGIE MÉTAPOLITIQUE : MOTEURS SILENCIEUX DE LA DÉSUNION	29
Une idéologie en mutation : du suprémacisme violent au nationalisme stratégique..	29
<i>De l'idéologie raciale au nationalisme civilisationnel.....</i>	<i>29</i>
<i>Une stratégie de respectabilité tactique</i>	<i>30</i>
<i>Du racisme défensif à la logique sécessionniste.....</i>	<i>32</i>
L'infrastructure métapolitique : think tanks, réseaux, plateformes	33
<i>Think tanks, revues et académisation du discours</i>	<i>33</i>
<i>Plateformes numériques et réseaux distribués</i>	<i>34</i>
<i>Une stratégie de long terme : l'accumulation symbolique</i>	<i>35</i>
<i>Hybridation avec le trumpisme : convergence, tensions et opportunisme</i>	<i>35</i>
<i>Le trumpisme, vecteur d'un nationalisme blanc décomplexé : analyse d'une contamination discursive</i>	<i>35</i>
<i>Vers un trumpisme « post-organique » ?</i>	<i>37</i>
Résonance géopolitique : internationalisation du modèle sécessionniste blanc....	38
<i>Le modèle américain comme laboratoire de rupture démocratique</i>	<i>38</i>
<i>Les circulations stratégiques et les réseaux idéologiques</i>	<i>39</i>
<i>Vers une « sécession blanche » transatlantique ?</i>	<i>40</i>
III. VERS UNE SÉCESSION DOUCE ? FRAGMENTATION GÉOPOLITIQUE DES ÉTATS-UNIS AU PRISME DU TRUMPISME	41
Définir la sécession dans un contexte postmoderne : rupture juridique ou désagrégation fonctionnelle ?	41
<i>Redéfinir la sécession : de la territorialité à la fonction</i>	<i>41</i>

<i>Sécession douce et fragmentation sans rupture</i>	43
Indices de fragmentation : polarisation territoriale, nullification locale, enclaves idéologiques	44
<i>Polarisation géographique et migrations idéologiques</i>	44
<i>Le retour de la nullification : refus de l'autorité fédérale</i>	46
<i>Les enclaves idéologiques : sécession de facto</i>	47
<i>L'insurrection de Los Angeles (juin 2025) : vers une sécession violente urbaine ?</i>	48
<i>Une dynamique de « sécession inversée »</i>	49
Hypothèses de « sécession douce » : scénarios, acteurs, stratégies	50
<i>Scénario 1 : l'archipélisation idéologique du territoire</i>	50
<i>Scénario 2 : enclavement autoritaire et mise en place de « républiques locales »</i>	51
<i>Scénario 3 : catalyseur de rupture par crise constitutionnelle</i>	52
<i>Les acteurs de la sécession douce</i>	52
Sécession apocalyptique et terrorisme d'extrême droite aux États-Unis	54
La courte contre-offensive fédérale : la doctrine Biden et la stratégie de lutte contre le terrorisme intérieur	55
<i>Recentrage de la menace : l'ennemi intérieur</i>	56
<i>Limites et dilemmes : une réponse sous contrainte démocratique</i>	57
CONCLUSION	59
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE	61

RÉSUMÉ

Cette étude explore l'hypothèse d'une « sécession douce » aux États-Unis à l'horizon de la décennie 2030, en analysant la manière dont le trumpisme, le nationalisme blanc et la fragmentation idéologique territoriale interagissent pour miner l'unité fédérale sans rupture formelle. En s'appuyant sur une triple entrée : la polarisation de la politique institutionnelle, la stratégie métropolitaine des identitaires blancs et les scénarios de désaffiliation territoriale, l'étude met en lumière la logique d'érosion fonctionnelle du pacte républicain aux États-Unis. À travers une lecture croisée des dynamiques internes (nullification locale, enclaves idéologiques, désobéissance civique) et de la stratégie fédérale post-6 janvier 2021, il s'agit de montrer comment une nouvelle géopolitique intérieure se dessine aux États-Unis, marquée par une souveraineté fragmentée, des loyautés divergentes et une guerre civile « froide ». Cette configuration inédite questionne non seulement les théories classiques de la sécession, mais aussi les dispositifs démocratiques de résilience en régime libéral.

Mots-clés : Trumpisme, États-Unis, sécession, nationalisme, fédéralisme, polarisation, guerre civile

ABSTRACT

This article investigates the hypothesis of a “soft secession” in the United States during the 2020s, by analyzing how Trumpism, white nationalism, and ideological territorial fragmentation converge to undermine federal unity without formal rupture. Through a threefold lens – institutional political polarization, white identitarian metapolitics, and territorial disaffiliation scenarios – the study reveals a pattern of functional erosion of the republican compact. By crossing internal dynamics (local nullification, ideological enclaves, civic disobedience) with the federal counter-strategy post-January 6, 2021, it shows how a new domestic geopolitics is emerging: one shaped by fragmented sovereignty, competing loyalties, and a “cold civil war”. This unprecedented configuration challenges not only classical secession theories but also the resilience capacities of liberal democratic institutions.

AVANT-PROPOS

Une sécession qui ne dit pas son nom

Après les événements de Los Angeles au début de l'été, le 25 août 2025, des membres de la garde nationale, armés et casqués, patrouillaient dans les rues de Washington. Déployés sur ordre du président Donald Trump, ces militaires n'interviennent pas non armés, comme le veut l'usage, face à une catastrophe naturelle, à une crise sanitaire comme la Covid ou à une attaque extérieure, mais pour « sécuriser » des villes administrées par ses opposants politiques. Ce sont donc désormais Baltimore, Chicago et même New York qui sont dans le collimateur du président « impérial » – qui a une interprétation excessive de ses prérogatives de chef d'État. Dans un contexte de tensions croissantes avec les gouverneurs démocrates, cette démonstration de force traduit un glissement politique majeur : l'usage de la puissance fédérale contre des territoires de l'Union perçus comme déviants.

Ce climat délétère ne surgit pas ex nihilo. Il s'inscrit dans un long processus de fragmentation du corps politique et territorial américain, que cette étude tente de mettre en lumière avec acuité. Le trumpisme, loin d'être un simple style de leadership, fonctionne comme une architecture politique de division – entre centres urbains et périphéries rurales, entre institutions fédérales et logiques locales, entre visions du monde antagonistes. Il ne s'agit pas ici d'une guerre civile ouverte mais d'une sécession rampante – sociale, culturelle, institutionnelle – dont les contours s'affirment de jour en jour.

À travers une analyse rigoureuse des logiques de polarisation stratégique, de disqualification des contre-pouvoirs et d'instrumentalisation du discours identitaire, cette étude offre un prisme éclairant pour comprendre pourquoi les États-Unis ne sont pas simplement traversés par des conflits d'opinion mais potentiellement menacés dans leur unité même.

Les derniers développements de l'été 2025, alors que le président Trump menace à nouveau de déployer la garde nationale contre les États « désobéissants » – dont les représentants récalcitrants sont qualifiés d'« ennemis de l'intérieur » –, confirment l'intérêt pour les

scénarios de sécession. Vers une sécession douce fournit des repères pour décrypter une situation où le langage de l'État-nation coexiste désormais avec les pratiques de la dissociation territoriale et la logique du rapport de force permanent.

L'extension du recours à la garde nationale à des fins partisans a déclenché une vague de critiques. Le cas de Los Angeles au début de l'été, où Trump a tenté de contourner l'autorité du gouverneur Gavin Newsom en invoquant des troubles à l'ordre public pour justifier une opération fédérale, est emblématique. En s'appuyant sur des lois d'exception comme le US Code 12406 ou l'Insurrection Act, l'exécutif fédéral cherche à légitimer une prise de contrôle sécuritaire de l'espace local – souvent en violation directe du Posse Comitatus Act, censé interdire l'usage militaire en matière de maintien de l'ordre civil. Cette stratégie vise clairement des territoires démocrates perçus comme contestataires.

Plus largement, ce virage autoritaire s'inscrit dans une logique de ce que certains analystes, comme David Graham (The Atlantic), qualifient de manière provocatrice de « socialisme de droite », une concentration de pouvoir étatique au service d'un projet idéologique réactionnaire. Trump, loin du discours traditionnel conservateur anti-État, adopte un interventionnisme autoritaire – étatisation partielle d'entreprises stratégiques, pression sur les universités, intimidations juridiques envers les médias. Cette dérive centralisatrice bouleverse les fondements du fédéralisme américain. L'État fédéral devient un acteur de coercition verticale, minant la souveraineté des États fédérés. En affirmant : « Je viens du gouvernement et je suis là pour tout prendre », Trump renverse l'héritage de Reagan pour imposer une version autoritaire et centralisatrice du pouvoir.

27 août 2025

INTRODUCTION

Le 6 janvier 2021, une foule de partisans du président sortant Donald Trump forçait les portes du Capitole, interrompait la certification du scrutin présidentiel et agressait physiquement les représentants du Congrès. Cette scène, inédite dans l'histoire politique des États-Unis, a été aussitôt interprétée comme une tentative de coup d'État par certains analystes ou comme une manifestation d'insurrection spontanée par d'autres. Au-delà de la sidération immédiate, cette séquence s'inscrit dans un continuum de déstabilisation démocratique amorcé depuis plusieurs années : montée du populisme autoritaire, contestation de la légitimité électorale, radicalisation numérique, effondrement du consensus démocratique libéral.

Ce moment de bascule révèle une reconfiguration profonde des rapports de pouvoir à l'intérieur de la démocratie américaine. Le phénomène du trumpisme, loin de s'effacer après la défaite de son instigateur, s'est plutôt sédimenté dans la vie politique, consolidant une culture de dissidence radicale, légitimée par une rhétorique anti-institutionnelle, des pratiques politiques de dislocation normative et l'émergence de structures idéologiques concurrentes.

Dans ce contexte, deux dynamiques alimentent une recomposition géopolitique interne des États-Unis. D'une part, une logique de sécession douce fragmente le corps fédéral sans recours à la guerre ouverte ; d'autre part, l'hybridation du trumpisme avec les stratégies métapolitiques du nationalisme blanc, visant à construire des archipels idéologiques durables, ancrés dans des territoires, des institutions et des imaginaires alternatifs. Ceux-ci constituent autant de déterminants intérieurs qui contribuent à orienter les arbitrages de la politique étrangère de l'ère Trump 2.0.

Ces mutations ne se limitent pas à la politique intérieure. Elles sont exacerbées par la vulnérabilité américaine aux guerres informationnelles, aux opérations d'influence numériques et aux fractures épistémiques qui minent l'espace public. Par ailleurs

les mutations du nationalisme blanc abandonnent la violence frontale pour adopter des tactiques de contournement culturel et de légitimation métapolitique qui infiltrent le débat public via des canaux périphériques mais efficaces.

Face à ces constats croisés, une question centrale s'impose : dans quelle mesure le trumpisme, en hybridant populisme identitaire et stratégie métapolitique, opère-t-il une recomposition géopolitique interne des États-Unis, marquée par une sécession douce et un délitement de la souveraineté démocratique fédérale ?

Cette recherche vise à explorer les soubassements idéologiques, technologiques et institutionnels d'un tel processus. Elle mobilise une approche pluridisciplinaire croisant les théories de la radicalisation politique (Mudde, Tarrow), la géopolitique des idéologies et la sociologie des fractures informationnelles.

La première partie examine le trumpisme comme vecteur de polarisation institutionnelle, en revenant sur la construction discursive, la stratégie d'opposition systémique et l'ancrage numérique du mouvement. La deuxième partie analyse la manière dont le nationalisme blanc, dans sa forme contemporaine, s'inscrit dans une stratégie métapolitique d'infiltration de la sphère publique et s'articule au trumpisme pour contester le modèle démocratique libéral. Enfin, la troisième partie explore les hypothèses de sécession douce et les recompositions géopolitiques internes qu'elles impliquent, à travers l'analyse des dynamiques de fragmentation, des pratiques de résistance institutionnelle et des politiques fédérales de réponse.

I. LE TRUMPISME COMME CATALYSEUR DE POLARISATION INSTITUTIONNELLE

DE LA TRANSGRESSION RHÉTORIQUE À LA STRATÉGIE DE DISRUPTION POLITIQUE

Le trumpisme, en tant que phénomène politique, dépasse largement la personnalité de Donald Trump. Il constitue une configuration idéologique et stratégique qui articule populisme, souverainisme, nationalisme racial et désinstitutionnalisation systémique. Au cœur de ce phénomène se trouve une logique de transgression : transgression des normes langagières, des usages politiques et des limites constitutionnelles, dans le but de redéfinir les termes du débat démocratique et les clivages de légitimité.

Dès sa campagne présidentielle de 2015, Trump adopte un style communicationnel fondé sur l'attaque, la provocation, la simplification extrême des enjeux et la désignation d'ennemis internes – journalistes, immigrants, juges, responsables électoraux, opposants politiques. Ce style s'inscrit dans ce que Pierre Rosanvallon nomme une « démocratie de l'incarnation », où la parole directe du leader prime sur les médiations représentatives, techniques ou constitutionnelles¹. Ce faisant, Trump rompt avec les codes de la civilité démocratique, mais aussi avec le cadre institutionnel de la présidence comme fonction unificatrice.

Selon Cas Mudde, le populisme se définit par une opposition binaire entre un « peuple pur » et une « élite corrompue »². Trump renforce ce clivage à travers une stratégie de dé-légitimation systématique des contre-pouvoirs. La presse devient « l'ennemie du peuple », les juges sont suspectés d'allégeance partisane, les agences fédérales sont qualifiées d'« État profond ». Cette mise en récit d'une trahison institutionnelle permanente construit un rapport au pouvoir fondé non sur le respect de la règle commune mais sur la fidélité au chef et à sa base. C'est ce que Nadia

1. Pierre Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, Paris, Seuil, 2020.

2. Cas Mudde, *The Far Right Today*, Polity Press, 2019.

Urbinati appelle le « populisme illibéral », où l'autoritarisme se légitime au nom du peuple, contre la démocratie pluraliste³.

L'effet de cette transgression est double. D'un côté, elle mobilise une base électorale radicalisée, qui voit dans Trump un protecteur contre la décadence morale, la mondialisation débridée et le multiculturalisme. De l'autre, elle affaiblit les institutions, en les soumettant à des logiques de fidélité partisane et en sapant leur autorité symbolique. Par conséquent, la présidence elle-même devient un instrument de polarisation, plutôt qu'un arbitre ou un garant de l'unité fédérale.

Par ailleurs, cette stratégie de rupture n'est pas improvisée. Elle s'inscrit dans une volonté méthodique de refonder l'ordre politique américain sur une base identitaire et exclusive. Or le trumpisme promeut une vision du monde reposant sur la souveraineté ethno-nationale, l'autonomie stratégique vis-à-vis du monde et la volonté de rompre avec le « modèle libéral globalisé⁴ ». Cette doctrine s'oppose frontalement aux fondements de la démocratie libérale : reconnaissance de la hiérarchie des normes, pluralisme, universalité des droits, multilatéralisme, autonomie de la société civile.

Enfin, cette transgression systémique produit des effets géopolitiques internes. Elle fracture le territoire politique américain, oppose les États entre eux et sape les mécanismes de solidarité interétatique. La culture politique fédérale devient instable, laissant la place à une guerre culturelle permanente, où les institutions ne sont plus considérées comme neutres mais comme des instruments d'un ennemi intérieur.

3. Nadia Urbinati, *Me the People: How Populism Transforms Democracy*, Harvard University Press, 2019.

4. Maud Quessard, « La démocratie américaine assiégée : les États-Unis de Biden face aux luttes informationnelles et au cyber », dans Jean-Vincent Holeindre et Julian Fernandez (dir.), *Annuaire français de relations internationales 2024*, Éditions Panthéon-Assas, 2024, p. 353-375.

LE 6 JANVIER 2021 : RUPTURE OU ACCÉLÉRATEUR D'UN PROCESSUS DE FRAGMENTATION ?

Le 6 janvier 2021 s'est imposé comme un événement de rupture majeure dans l'histoire institutionnelle américaine. L'attaque du Capitole a révélé la fragilité des mécanismes démocratiques face à une contestation violente, mais aussi l'existence de fissures systémiques préexistantes⁵, longtemps sous-estimées.

Une attaque sans précédent contre une cérémonie rituelle

La certification du vote électoral par le Congrès constitue, dans la démocratie américaine, un rituel républicain symbolisant la continuité de l'ordre constitutionnel. Que cet acte ait été interrompu par une foule brandissant des symboles trumpistes, confédérés, parfois néonazis, est un défi direct au pacte civique. Cependant il ne s'agit pas d'un soulèvement révolutionnaire spontané : l'analyse des mécanismes de mobilisation (réseaux sociaux, groupes paramilitaires, rhétorique présidentielle) montre une convergence préparée entre mouvance conspirationniste, extrême droite identitaire et loyalisme trumpiste.

Robert Pape, directeur du Chicago Project on Security and Threats, note que près de 60 % des inculpés du Capitole venaient de comtés ayant enregistré une baisse significative de la

5. Ces fragmentations illustrent les guerres culturelles et font écho aux dynamiques politiques actuelles, où le nationalisme joue un rôle central. L'attrait pour des leaders autoritaires, comme Donald Trump, est davantage alimenté par les guerres culturelles que par des préoccupations économiques. Selon eux, de nombreux électeurs soutiennent Trump non pas en raison de difficultés économiques, mais parce qu'ils partagent ses positions sur des enjeux culturels tels que les droits des transgenres et la théorie critique de la race. Cette tendance suggère que des fractures sociales profondes, notamment liées à l'identité, influencent les choix politiques, plutôt que des facteurs économiques traditionnels. Voir David Norman Smith et Eric Hanley, « Authoritarianism From Below: Why and How Donald Trump Follows His Followers », dans *The Future of Agency: Between Autonomy and Heteronomy*, vol. 41, *Current Perspectives in Social Theory*, Emerald Publishing Limited, 2025, p. 189-235.

population blanche non hispanique depuis 2015⁶. Cette donnée invalide l'idée d'un « soulèvement des laissés-pour-compte » et renforce la thèse d'une mobilisation réactionnaire face à un changement démographique et culturel perçu comme menaçant.

Du symptôme au tournant politique

Au-delà de la sidération, le 6 janvier fonctionne comme un accélérateur d'un processus de fragmentation politique. Non seulement la tentative d'obstruction n'a pas entraîné de consensus national contre les insurgés mais elle a été minimisée, voire justifiée, par une part non négligeable de l'électorat républicain. Un sondage Ipsos de 2022 indique que près de 30 % des républicains estiment que la violence politique peut être justifiée pour « sauver le pays⁷ ».

Barbara Walter, dans son ouvrage sur les prémices des guerres civiles, souligne que les États-Unis réunissent aujourd'hui

6. Robert Pape, directeur du Chicago Project on Security and Threats, met en évidence une corrélation entre la baisse de la population blanche non hispanique dans certaines régions et la participation de leurs habitants à l'attaque du Capitole le 6 janvier 2021. Cette observation suggère que des changements démographiques perçus comme menaçant l'identité culturelle dominante peuvent alimenter des sentiments de réaction et de mobilisation politique. L'étude approfondie menée par Pape et ses collègues a analysé les caractéristiques démographiques des comtés d'origine des individus inculpés dans l'attaque du Capitole. Les résultats ont montré que les comtés ayant connu une diminution significative de la population blanche non hispanique entre 2010 et 2020 étaient plus susceptibles de produire des insurgés. Ce phénomène a été interprété comme une réponse à un changement démographique perçu comme une menace, renforçant ainsi l'idée d'une mobilisation réactionnaire face à un changement culturel. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte plus large où des théories du complot, telles que celle du « grand remplacement », ont été utilisées pour exploiter les peurs liées à la perte de statut des populations blanches. Ces narratifs ont été amplifiés par certains leaders politiques et médias, contribuant à la radicalisation de segments de la population et à la justification de violences politiques. Voir Robert A. Pape, Kyle D., Ruby Larson et Keven G., « The Political Geography of the January 6 Insurrectionists », *PS: Political Science & Politics*, 57 (3), 2024, p. 329-339.

7. Reuters/Ipsos, « Political Violence : Public Poll Findings and Methodology », *Game Changers*, août 2022.

plusieurs des critères de « guerre civile froide ». Celle-ci se caractérise par une polarisation politique exacerbée, une désinstitutionnalisation de la loyauté démocratique, une structuration de milices privées régionales, une multiplication des discours de « trahison nationale⁸ ».

Ainsi, le 6 janvier apparaît moins comme un point de bascule que comme un révélateur : il expose un climat de désobéissance idéologique, de dissociation cognitive avec l'État fédéral et de perte de légitimité du jeu électoral.

Une impunité partielle aux effets durables

L'incapacité à proscrire Donald Trump de la vie politique après l'insurrection, malgré la procédure de destitution lancée par le parti démocrate, a renforcé l'idée que les institutions étaient impuissantes face à une sédition populaire structurée. De nombreux élus ayant contesté les résultats du scrutin présidentiel ont été réélus en 2022, ce qui illustre une normalisation de la rupture institutionnelle dans une partie du paysage politique.

Ces phénomènes renforcent les stratégies d'opposition métapolitique, le Capitole devient un totem de la reconquête, un lieu dont la profanation s'inscrit dans une guerre culturelle sur la mémoire nationale.

POLARISATION SOCIALE ET EFFONDREMENT DU CONSENSUS DÉMOCRATIQUE

Le trumpisme s'est épanoui dans un contexte de désagrégation du consensus démocratique, fragilisé par des inégalités croissantes, une défiance généralisée envers les élites et une restructuration du champ médiatique. Il en résulte une polarisation durable qui dépasse les clivages partisans traditionnels pour investir toutes les dimensions de la vie sociale : géographie

8. Barbara F. Walter, *How Civil Wars Start: And How to Stop Them*, Crown, 2022.

résidentielle, affiliation religieuse, usage des médias, perception de la légitimité électorale et même rapport à la science.

Une polarisation sociale systémique

Depuis les années 1990, les États-Unis connaissent un phénomène de tri géographique partisan (*partisan sorting*), documenté par Bill Bishop dans *The Big Sort*⁹. Les électeurs déménagent dans des comtés idéologiquement homogènes, renforçant l'effet de bulle politique locale. Cette géographie du cloisonnement alimente une balkanisation du territoire, où les institutions locales – écoles, polices, administrations – reflètent une orientation idéologique dominante.

Le trumpisme s'appuie sur ce phénomène pour légitimer l'idée d'une Amérique réelle opposée à une élite côtière globalisée. Ce clivage structure un récit identitaire où la « majorité silencieuse », blanche, chrétienne et rurale, serait marginalisée par des minorités « privilégiées » par les politiques publiques et les institutions fédérales. Il en résulte une polarisation affective, où les membres de chaque camp perçoivent les opposants comme des ennemis moraux plutôt que comme des adversaires politiques.

Certaines analyses intéressantes prétendent que les électeurs américains sont prêts à renoncer à quelques principes démocratiques s'ils sont convaincus que des partis ou chefs de parti leur permettent d'accéder en priorité aux bénéfices de politiques publiques¹⁰. Néanmoins, selon le Pew Research Center, 80 % des républicains et 77 % des démocrates considéraient en 2021 que l'autre camp menaçait « l'avenir du pays¹¹ ». Ce type de polarisa-

9. Bill Bishop, *The Big Sort: Why the Clustering of Like-Minded America is Tearing Us Apart*, Mariner Books, 2008.

10. Matthew Graham et Milan Svolik, « Democracy in America? Partisanship, Polarization, and the Robustness of Support for Democracy in the United States », *American Political Science Review*, 114 (2), 2020, p. 392-409.

11. Michael Dimock et Richard Wike, « America Is Exceptional in Its Political Divide », Pew Research Center, 2021.

tion va bien au-delà du désaccord sur les politiques publiques, il signale une rupture des conditions d'un vivre-ensemble civique.

Une fracture épistémique

Le trumpisme est aussi le symptôme d'une crise de la vérité partagée, nourrie par l'essor des « faits alternatifs », des théories du complot, et la méfiance généralisée envers les médias traditionnels. Ce phénomène de « brouillage stratégique de l'espace informationnel » permet de saper la crédibilité des institutions sans recourir à la censure directe¹².

Dans ce contexte, les mensonges répétés – sur la fraude électorale, sur la COVID-19, sur les migrants – ne visent pas à convaincre rationnellement, mais à saturer l'espace médiatique pour le rendre illisible. Il s'agit, selon Hannah Arendt, de « détruire les conditions mêmes d'un débat démocratique¹³ ». Ce brouillage renforce l'adhésion affective au leader, seul capable de restituer une cohérence à un monde présenté comme chaotique et hostile. Et ce, même si le président Trump ne semble pas avoir le souci de garantir la cohérence mais plutôt d'activer le désordre, quitte à polariser davantage au nom d'une vérité accaparée par « l'État profond » de Washington.

Cette fracture épistémique¹⁴ est particulièrement aiguë dans les États « rouges », où les médias locaux (radio, télévision communautaire, forums religieux) diffusent massivement des récits opposés à ceux des grandes chaînes nationales. On assiste alors à la construction de réalités parallèles, dans lesquelles les normes

12. Maud Quessard, « La démocratie américaine assiégée : les États-Unis de Biden face aux luttes informationnelles et au cyber », art. cité, p. 353-375.

13. Hannah Arendt, *Crises of the Republic*, Harvest Book, 1972.

14. Le terme « épistémique » renvoie à ce qui concerne la connaissance, sa production, sa transmission ou sa légitimation. Il est souvent utilisé pour désigner les conditions sociales et cognitives qui rendent certaines formes de savoir possibles ou crédibles dans un contexte donné (M. Fricker, *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*, Oxford University Press, 2007).

constitutionnelles, les décisions judiciaires, voire les faits historiques, ne sont plus acceptés de manière consensuelle¹⁵.

Délégitimation des élections et glissement vers l'autoritarisme

La polarisation sociale¹⁶ produit enfin une érosion du régime électoral lui-même. En contestant systématiquement les résultats des scrutins défavorables, le trumpisme fragilise un pilier fondamental de la démocratie libérale. La thèse du *Big Lie*, selon laquelle l'élection de 2020 aurait été volée, reste soutenue par près de 65 % des électeurs républicains début 2024¹⁷.

Ce processus de délégitimation s'accompagne d'une volonté de modifier les règles du jeu démocratique. Tout d'abord la restriction de l'accès au vote dans plusieurs États conservateurs (*ID laws*, purge électorale) ; ensuite le redécoupage partisan des circonscriptions (*gerrymandering*)¹⁸ ; enfin, l'intimidation d'agents

15. Mathieu Gallard, *Les États-Unis au bord de la guerre civile ? : pourquoi les Américains se détestent*, Éditions de l'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2024.

16. On distingue en effet plusieurs types de polarisation. La polarisation partisane désigne l'éloignement croissant des positions politiques entre les partis, souvent mesuré par le manque de chevauchement idéologique. La polarisation stratégique réfère à l'adoption d'attitudes ou de discours polarisants dans le but d'un gain électoral ou politique, indépendamment des convictions idéologiques. La polarisation politique est un terme plus général désignant l'accentuation des clivages idéologiques dans l'espace politique. La polarisation affective renvoie aux sentiments négatifs (hostilité, méfiance) que les membres d'un camp nourrissent envers ceux du camp opposé, indépendamment des désaccords politiques. La polarisation sociale, enfin, touche aux divisions structurelles et culturelles profondes dans la société, incluant la religion, la race ou la classe, souvent corrélées à l'orientation politique. Voir Shanto Iyengar, Sood Gaurav et Lelkes Yphtach, « Affect, not Ideology: A Social Identity Perspective on Polarization », *Public Opinion Quarterly*, 76 (3), 2012, p. 405-431 ; Lilliana Mason, *Uncivil Agreement: How Politics Became our Identity*, University of Chicago Press, 2018.

17. Olivier Ihl, « Une démocratie irrégulière ? Sur la dénonciation des fraudes électorales aux États-Unis », *Politique américaine*, 42 (1), 2024, p. 23-51.

18. Avant une éventuelle défaite aux élections de mi-mandat de 2026, les partisans du président Trump veulent redécouper les circonscriptions au Texas ; les démocrates de l'État y voient une tentative de les exclure du pouvoir fédéral. Voir Saul Elbein, « Texas GOP's Redistricting Plan Alarms Democrats »,

électorales et la remise en cause des commissions électorales locales.

Il s'agit là d'un glissement autoritaire sans rupture formelle, qui transforme l'appareil démocratique en outil de contrôle partisan. Comme le notent Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, « les démocraties ne meurent plus dans des coups d'État mais dans les urnes, lorsqu'un leader élu vide les institutions de leur substance tout en respectant formellement la Constitution¹⁹ ».

Redécoupage électoral et crise démocratique aux États-Unis

Le redécoupage électoral (*gerrymandering*) est au cœur de profonds bouleversements démocratiques aux États-Unis. Au Texas, les républicains poursuivent une stratégie agressive de redéfinition des cartes électorales, visant à neutraliser les effets du changement démographique. Cette dynamique illustre un usage politique du découpage territorial pour consolider le pouvoir, en dépit d'une diversification croissante de l'électorat²⁰.

Au-delà du cas texan, plusieurs observateurs, notamment Glenn Nye du CSPC (Center for the Study of Presidency Coongress), soulignent le danger structurel que représente le *gerrymandering* partisan pour l'équilibre démocratique. Il s'agit d'une distorsion volontaire des principes fondamentaux de représentativité, réduisant la compétitivité électorale et affaiblissant la confiance citoyenne envers les institutions²¹.

The Hill, 30 juillet 2025 ainsi que Olivier Richomme, « Présidentielles américaines et suffrages indirects : une protection démocratique ? », *France Forum*, 202, p. 25-28 ; Elisa Chelle (dir.), « Une démocratie ébranlée », *Politique américaine*, 42, 2024.

19. Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, *How Democracies Die*, Crown, 2018.

20. David Goodman, « Texas Legislature Gives Final Approval to Redistricting Map », *The New York Times*, 24 août 2025, p. A22, <https://www.nytimes.com/2025/08/23/us/texas-redistricting.html>

21. Glenn Nye, « The Gerrymandering Wars Is a Flashing Warning Light for US Democracy », *The Hill*, 24 août 2025, <https://thehill.com/opinion/campaign/5465782-partisan-gerrymandering-democracy-warning>

Pour approfondir cette réflexion, Olivier Richomme montre que le rôle croissant de la Cour suprême américaine dans les affaires électorales a consacré une ère de « suprématie judiciaire ». Cette tendance a déplacé le centre de gravité du pouvoir électoral vers les juges fédéraux, souvent nommés à dessein pour influencer durablement sur les équilibres politiques²².

22. Olivier Richomme, « Thumb on the Political Scale: Election Law in the Era of “Judicial Supremacy” / Des juges partisans ? Du droit électoral à l’ère de la “suprématie judiciaire” », *Siècles. Cahiers du Centre d’histoire « Espaces et Cultures »*, n° 58, 2025, <https://doi.org/10.4000/1435w>

II. LE NATIONALISME BLANC ET LA STRATÉGIE MÉTAPOLITIQUE : MOTEURS SILENCIEUX DE LA DÉSUNION

UNE IDÉOLOGIE EN MUTATION : DU SUPRÉMACISME VIOLENT AU NATIONALISME STRATÉGIQUE

Le nationalisme blanc américain, longtemps marginalisé et associé à des groupes extrémistes violents comme le Ku Klux Klan ou les néonazis, connaît depuis les années 2010 une mutation profonde : il s’institutionnalise, se complexifie et s’emploie à devenir légitime dans l’arène idéologique, adoptant les outils de la stratégie métapolitique héritée de la Nouvelle Droite européenne. Ce processus marque un glissement du suprémacisme explicite vers un nationalisme identitaire pragmatique, visant la transformation silencieuse du consensus culturel¹, plutôt que la conquête brutale du pouvoir.

De l’idéologie raciale au nationalisme civilisationnel

À partir de 2015, l’émergence du trumpisme comme matrice culturelle offre une fenêtre d’opportunité aux nationalistes blancs pour recomposer leur discours. Il ne s’agit plus de revendiquer une suprématie blanche par la violence, mais d’imposer une vision du monde fondée sur la défense des « valeurs occidentales » face à l’immigration, le rejet du multiculturalisme et de l’universalisme des droits, et la dénonciation de la « guerre contre les Blancs » menée par les élites cosmopolites.

Cette rhétorique opère une substitution terminologique stratégique : le « Blanc » devient « Européen », « chrétien », « héritier

1. A. Kimball Romney, Susan C. Weller et William H. Batchelder, « Culture as Consensus: A Theory of Culture and Informant Accuracy », *American Anthropologist*, 86, 1986, p. 313-338.

de la civilisation »². L'ennemi n'est plus seulement l'Autre ethnique mais l'élite libérale, l'État fédéral « détourné », les institutions de l'éducation, de la culture et des médias. Ce déplacement sémantique vise à dé-racialiser formellement le discours pour en faciliter la circulation dans l'espace public, tout en maintenant une logique de hiérarchisation ethnoculturelle.

Selon Sarah Rodriguez-Louette, cette transition idéologique permet au nationalisme blanc de revendiquer une forme d'innocence stratégique. Il ne s'agit plus de revendiquer un projet de conquête, mais de dire « nous voulons simplement défendre notre mode de vie³ ».

Une stratégie de respectabilité tactique

Ce repositionnement repose sur une tactique de respectabilité qui implique l'abandon des symboles nazis explicites, l'adoption d'un lexique juridique, l'organisation de conférences, la publication de revues, la diffusion de podcasts professionnels.

Les acteurs de l'ultra-droite revendiquent leur droit à participer au débat démocratique au nom de la liberté d'expression, tout en sapant ses fondements pluralistes. L'exemple du think tank National Policy Institute de Richard Spencer ou du site American Renaissance, illustre ce brouillage stratégique entre liberté académique et diffusion d'idéologies radicales⁴.

2. R. Williams, *Tabernacles in the Wilderness : The US Christian Commission on the Civil War Battlefield*, The Kent State University Press, 2024.

3. Sarah Rodriguez-Louette, « À la conquête de la norme : réseaux et stratégies du nationalisme blanc », Thèse de doctorat sous la direction de Divina Frau-Meigh et Jim Cohen, Sorbonne Nouvelle, décembre 2024.

4. Le Claremont Institute et l'Heritage Foundation (via le *Projet 2025* qui a constitué la plateforme/feuille de route de la campagne de Donald Trump et des candidats MAGA (*Make America Great Again*) pendant la campagne de 2024 en particulier, tentent de construire une légitimité idéologique du trumpisme 2.0. Voir Elisabeth Zerofsky, « How the Claremont Institute Became a Nerve Center of the American Right », *The New York Times*, 3 août 2022.

Les acteurs de l'ultra-droite

Richard Spencer – Fondateur du National Policy Institute (NPI), un think tank à prétention intellectuelle, dont les conférences et publications visent à légitimer des idées suprémacistes blanches dans un cadre pseudo-académique, il est l'une des figures majeures de la mouvance *alt-right*.

Jared Taylor – Fondateur du site American Renaissance, qui se présente comme une revue sur les « questions de race et d'identité », mais diffuse des idées eugénistes et raciales. Souvent invité dans des conférences ou débats sous couvert de liberté d'expression, il adopte une posture « civilisée » et « scientifique ».

Greg Johnson – Dirige le site et la maison d'édition Counter-Currents Publishing, qui publie des essais de philosophie politique et d'histoire culturelle d'inspiration nationaliste blanche. Le ton se veut académique et érudit, éloigné des codes néonazis explicites.

Red Ice – Une chaîne multimédia (anciennement sur YouTube, aujourd'hui sur Odysee) fondée par Henrik Palmgren, qui diffuse des podcasts et interviews sur l'identité blanche, la critique de l'immigration et le rejet du multiculturalisme.

The Right Stuff (TRS) – Un réseau de podcasts nationalistes blancs. Son émission phare *The Daily Shoah* adopte un ton sarcastique et « professionnel » tout en véhiculant des idées antisémites et suprémacistes.

VDARE – Un site fondé par Peter Brimelow, ancien journaliste de *National Review*, qui se spécialise dans la critique de l'immigration avec un langage pseudo-scientifique. Il héberge également des contributions de Jared Taylor et d'autres figures de la droite identitaire.

American Freedom Party – Parti politique fondé par d'anciens militants nationalistes, qui adopte un langage de défense des « droits des Blancs » en le calquant sur les discours des droits civiques.

Nick Fuentes & America First Foundation – Bien qu'ayant des aspects plus provocateurs, Fuentes utilise aussi des

formats « jeunes et professionnels » (podcasts, conférences en streaming) pour diffuser des idées ouvertement autoritaires, sexistes et racistes sous le vernis de la liberté d'opinion.

Minds & Gab – Des réseaux alternatifs où se retrouvent plusieurs de ces acteurs qui y publient des contenus présentés comme « contre-culturels » ou « anticonformistes », en opposition aux grands médias.

Unite the Right Rally (2017) – Bien qu'ayant débouché sur de la violence à Charlottesville, cette manifestation fut organisée comme une conférence publique avec orateurs et diffusion en ligne, illustrant l'ambiguïté entre liberté d'expression et extrémisme politique.

Le politologue Michael O. Emerson parle d'ethnopluralisme conservateur, c'est-à-dire la volonté de maintenir des communautés ethniques homogènes sur des territoires séparés, tout en rejetant l'accusation de racisme⁵. Cette stratégie, inspirée des penseurs de la droite radicale européenne comme Alain de Benoist, permet au nationalisme blanc de se présenter comme défenseur d'une diversité ethnique mondiale.

Du racialisme défensif à la logique sécessionniste

Ce repositionnement n'est pas purement tactique. Il traduit une transformation doctrinale, le nationalisme blanc contemporain se fondant sur une logique de repli territorialisé. Ce n'est plus l'Amérique entière qu'il s'agit de conquérir mais certains États, comtés ou communautés à forte majorité blanche, qui pourraient constituer les noyaux d'un *White Ethnostate*.

Rodriguez-Louette souligne que cette logique de « sécession raciale lente » se matérialise par des projets de communautés privées fermées, le désengagement de l'école publique pour des réseaux d'enseignement alternatif, la multiplication de milices

5. Michael Emerson et Christian Smith, *Divided by Faith: Evangelical Religion and the Problem of Race in America*, Oxford University Press, 2000.

d'autodéfense « blanches et chrétiennes », le refus de coopérer avec les autorités fédérales « corrompues ».

On assiste ainsi à une ethno-localisation du politique, qui fragilise l'unité territoriale des États-Unis sans nécessité de rupture formelle.

L'INFRASTRUCTURE MÉTAPOLITIQUE : THINK TANKS, RÉSEAUX, PLATEFORMES

Le nationalisme blanc contemporain ne se structure plus seulement autour de groupes paramilitaires clandestins ou de manifestations violentes. Il repose désormais sur une infrastructure métapolitique élaborée, capable de diffuser ses idées, de recruter des sympathisants, de façonner des imaginaires et d'infiltrer les sphères culturelles, académiques et médiatiques. Ce processus d'institutionnalisation culturelle – hérité de la stratégie gramscienne inversée de la Nouvelle Droite – vise à changer le terrain idéologique sur lequel se joue le débat démocratique.

Think tanks, revues et académisation du discours

Le rôle des think tanks et des revues pseudo-académiques est central dans cette entreprise de normalisation intellectuelle. Aux États-Unis, des structures comme l'American Renaissance, le National Policy Institute ou encore la VDARE Foundation jouent un rôle de relais idéologique, en fournissant un cadre conceptuel et une rhétorique présentable à des thèses racistes.

Ces entités organisent des conférences, publient des revues, entretiennent des bases de données et mènent des campagnes de communication visant à banaliser les concepts identitaires. L'obsession de la « démographie inversée » – idée selon laquelle les Blancs seraient menacés de devenir minoritaires – y est souvent théorisée comme un « génocide culturel blanc ». La mobilisation de concepts biologiques, anthropologiques et géopolitiques leur permet de simuler une rigueur scientifique, tout en diffusant une vision raciale essentialiste. Or la thèse

démographique n'est pas simplement une doctrine trumpienne mais une réalité objectivée par les démographes⁶.

Rodriguez-Louette souligne que cette entreprise repose sur un « travail de respectabilité sémantique », où le vocabulaire de la diversité, du droit des peuples ou de la souveraineté culturelle est réorienté vers des finalités exclusionnaires⁷.

Plateformes numériques et réseaux distribués

À côté de cette strate intellectuelle, on trouve une structure horizontale et numérique constituée de blogs, de chaînes YouTube, de podcasts, de forums spécialisés (par exemple, Stormfront, TheRightStuff, Gab) et de chaînes Telegram. Ces espaces numériques permettent une diffusion virale des idées tout en échappant au contrôle éditorial des médias traditionnels.

Le modèle du même politique – image humoristique porteuse d'un message idéologique – est central dans cette logique. Le même agit comme un cheval de Troie culturel, diffusant de manière ludique des représentations radicales qui deviennent banales par répétition. L'humour sert ici d'arme de brouillage et de recrutement, ce que Michael Billig nomme « le fascisme doux⁸ ».

Ces plateformes favorisent la formation de communautés affectives, structurées autour d'un sentiment d'exclusion partagée et d'un rejet commun des institutions. Elles agissent comme des catalyseurs de mobilisation, mais aussi comme des espaces de radicalisation progressive, où l'entrée se fait par des contenus modérés et où l'adhésion s'intensifie par l'exposition continue à des discours extrêmes.

6. Michael Rodríguez-Muñiz, *Figures of the Future: Latino Civil Rights and the Politics of Demographic Change*, Princeton University Press, 2021.

7. Sarah Rodriguez-Louette, « À la conquête de la norme », *op. cit.*

8. Michael Billig, *Banal Nationalism*, Sage Publications, 1995.

Une stratégie de long terme : l'accumulation symbolique

L'approche métapolitique se distingue par son horizon temporel élargi : il ne s'agit pas de prendre le pouvoir par la force mais d'investir les structures de sens – culture, histoire, morale, éducation – pour produire une hégémonie idéologique alternative.

Ainsi les réseaux nationalistes blancs américains ont adopté cette stratégie comme mode d'action principal ; dans cette logique, la conquête de l'imaginaire précède celle du territoire politique. L'objectif est moins la révolution que la reconquête des conditions d'intelligibilité du monde.

Cette logique est visible dans la montée des offensives contre la théorie critique de la race, la censure de manuels scolaires jugés « woke » ou les attaques contre l'enseignement de l'histoire des luttes noires. Il s'agit, au fond, de reprogrammer la mémoire collective et de restreindre le champ des récits légitimes.

Hybridation avec le trumpisme : convergence, tensions et opportunisme

L'un des traits les plus marquants de la dynamique nationaliste blanche contemporaine réside dans son hybridation stratégique avec le trumpisme. Cette convergence, loin d'être naturelle ou homogène, repose sur une logique d'opportunisme politique et de synchronisation discursive. Si le trumpisme n'a jamais revendiqué explicitement une identité suprémaciste, il a en revanche offert une structure d'accueil idéologique permissive à certains éléments de l'extrême droite identitaire, leur permettant de s'ancrer durablement dans l'espace politique et culturel.

Le trumpisme, vecteur d'un nationalisme blanc décomplexé : analyse d'une contamination discursive

Le point de jonction principal entre trumpisme et nationalisme blanc réside dans l'usage du cadre narratif de la menace existentielle. Les deux discours convergent autour de l'idée que l'Amérique est en danger, menacée par l'immigration massive,

les élites progressistes, l'islam politique ou encore la mondialisation. Ce récit d'effondrement ou de « déclin programmé » permet une essentialisation du conflit politique, présenté non plus comme une compétition de projets, mais comme une guerre pour la survie d'un mode de vie⁹.

Ce glissement du politique au civilisationnel est analysé par Mudde comme une caractéristique du populisme nativiste, où la pureté du peuple est menacée de l'intérieur et de l'extérieur. Dans ce cadre, les propositions politiques sont moins importantes que les marqueurs identitaires. Ainsi le mur à la frontière mexicaine n'est-il pas seulement une politique migratoire mais un symbole de la souveraineté raciale restaurée par l'érection de barrières contre la menace extérieure.

Le nationalisme blanc a su exploiter cette convergence sémantique pour infiltrer le trumpisme à la marge, en diffusant ses thèses dans les sphères numériques pro-Trump, en soutenant certains candidats aux législatives et en intégrant les récits dominants sans afficher directement son identité idéologique.

Pour de nombreux groupes identitaires, le trumpisme représente une fenêtre d'opportunité inédite ; tout d'abord il légitime la critique radicale des institutions, ensuite il offre un canal de mobilisation de masse, enfin il brouille la frontière entre conservatisme et extrémisme.

Ainsi, lors du rassemblement de Charlottesville en 2017, les manifestants scandaient « *You will not replace us* », slogan directement issu de la rhétorique du « grand remplacement » théorisée par Renaud Camus et reprise par des groupes suprémacistes¹⁰.

9. Guillaume Debré, *La nouvelle guerre de Sécession*, Fayard, 2024.

10. Le slogan « *You will not replace us* » scandé lors du rassemblement de Charlottesville en 2017 fait écho à la théorie du « grand remplacement » formulée par l'écrivain français Renaud Camus. Cette théorie est exposée principalement dans son ouvrage fondateur de 2011, intitulé *Le grand remplacement* (éditions David Reinharc). Dans ce livre, Renaud Camus développe l'idée selon laquelle il y aurait un processus de substitution démographique en Europe, où les populations d'origine seraient progressivement « remplacées » par des populations immigrées, notamment musulmanes. Cette thèse, largement critiquée et qualifiée de conspirationniste, a cependant influencé certains courants d'extrême droite en Europe et en Amérique du Nord.

La réaction tardive et ambivalente de Trump – refusant de condamner fermement les groupes néonazis – a été interprétée par ces derniers comme un signe de reconnaissance implicite¹¹.

Pourtant, cette hybridation reste partielle. Trump lui-même n'a jamais adopté les thèses raciales de manière explicite, et certains cadres de la mouvance identitaire lui reprochent son opportunisme électoral, sa proximité avec des acteurs israéliens ou sa gestion libérale de certains dossiers économiques. En ce sens, la relation est asymétrique : le trumpisme bénéficie du zèle militant des nationalistes blancs sans leur offrir de place officielle.

Vers un trumpisme « post-organique¹² » ?

Depuis 2021, une partie de la base trumpiste s'est radicalisée indépendamment de l'agenda électoral. Le trumpisme devient alors une matrice idéologique diffuse, plus large que son fondateur, alimentée par une galaxie de leaders alternatifs (Steve Bannon, Tucker Carlson, Lauren Boebert), de médias autonomes (*The Gateway Pundit*, *Breitbart*, *Newsmax*) et de mouvements identitaires. Cette déconnexion ouvre la voie à un trumpisme post-organique, hybride, mouvant, cumulant les récits complottistes, religieux, nationalistes et sécessionnistes.

Ce processus de décantation renforce l'ancrage du nationalisme blanc dans le paysage culturel.

11. Richard Cohen, « SPLC to Homeland Security Committee: Focus on Domestic Terrorism from the Radical Right », Southern Poverty Law Center, 2017 ; Hatewatch Staff, « Flags and Other Symbols Used by Far-Right Groups in Charlottesville », Southern Poverty Law Center, 2017.

12. L'expression « post-organique » renvoie à un type de mouvement politique qui se déploie en dehors des formes classiques de structuration partisane, syndicale ou militante, s'appuyant essentiellement sur des réseaux numériques, des affects partagés et une logique virale de mobilisation. Elle suggère une sortie des formes « organiques » de médiation politique, au sens gramscien du terme. Dans le cas du trumpisme, ce caractère *post-organique* se manifeste par la centralité de plateformes comme Twitter/X, l'effacement des distinctions entre sphères officielles et militantes et la circulation horizontale de récits identitaires souvent extrêmes. Voir Paolo Gerbaudo, *The Digital Party: Political Organisation and Online Democracy*, Pluto books, 2018.

Le trumpisme agit comme un catalyseur identitaire pour les réseaux nationalistes, leur offrant un levier de massification sans les contraindre à une allégeance idéologique stricte.

L'hybridation devient alors un processus multipolaire, évolutif, difficile à contrer par des outils juridiques ou sécuritaires classiques. Elle participe à la formation d'une contre-hégémonie culturelle, où les repères traditionnels de la démocratie représentative sont remis en cause non pas frontalement, mais de manière virale, discontinue, mimétique.

RÉSONANCE GÉOPOLITIQUE : INTERNATIONALISATION DU MODÈLE SÉCESSIONNISTE BLANC

Le nationalisme blanc américain n'est pas un phénomène strictement endogène. Il s'inscrit dans une dynamique plus large d'internationalisation des extrêmes identitaires, dans laquelle les récits de sécession, de « défense civilisationnelle » et de « reconquête territoriale » trouvent des échos puissants dans divers contextes occidentaux. Ce phénomène, que certains chercheurs qualifient de « transnationalisme de droite radicale », repose sur la circulation d'idées, de symboles, de stratégies numériques et de modèles politiques¹³.

Le modèle américain comme laboratoire de rupture démocratique

Depuis la présidence Trump, les États-Unis sont devenus, paradoxalement, un modèle à suivre pour une partie des mouvements identitaires européens. L'usage de la polarisation stratégique, l'assaut contre les institutions (symbolisé par le 6 janvier), la remise en cause des processus électoraux et la production d'un imaginaire apocalyptique sur « le remplacement » des peuples

13. Lynda Dematteo, « Re-fondations radicales à droite, le spectre de la sécession en Italie et aux États-Unis », *Histoire@Politique*, 50, 2023.

blancs ont inspiré des figures comme Éric Zemmour en France, Matteo Salvini en Italie ou Viktor Orbán en Hongrie¹⁴.

Ces acteurs, bien qu'inscrits dans des traditions nationales différentes, reprennent une grammaire politique similaire : contestation de l'élite technocratique, défense de l'identité ethno-nationale, dénonciation du « grand remplacement », promotion d'un État fort et illibéral.

Rodriguez-Louette note que le trumpisme agit comme une « boîte à outils idéologique » pour les identitaires transatlantiques, fournissant des modèles de conquête culturelle, des symboles viraux et des récits de victimisation blanche globalisée¹⁵.

Les circulations stratégiques et les réseaux idéologiques

L'internationalisation du nationalisme blanc s'opère aussi par des canaux numériques transnationaux. Les plateformes comme Telegram, Rumble ou Odysee permettent de partager des contenus en contournant les filtres nationaux, tandis que des forums comme 4chan, 8kun ou Gab hébergent des communautés translinguistiques réunies autour de la défense de la race blanche, de la religion chrétienne et de la souveraineté territoriale.

Des attentats comme ceux de Christchurch (Nouvelle-Zélande, 2019) ou d'El Paso (Texas, 2019) ont montré l'existence d'un langage commun aux acteurs violents de cette mouvance : *You will not replace us, Great Replacement, white genocide*. Ces expressions deviennent des mêmes géopolitiques, qui construisent une vision du monde partagée au-delà des frontières, fondée sur la défense ethnique, la peur démographique et le rejet des institutions multilatérales.

14. Voir l'essai de l'historien Timothy Snyder, « L'Amérique au bord de l'abîme », *The New York Times Magazine*, 13 janvier 2021, <https://www.nytimes.com/2021/01/09/magazine/trump-coup.html>; Périne Schir, *The French Connections of the Italian Far Right, from the MSI to Fratelli d'Italia*, « Transnational Far Right Series », n° 15, Illiberalism Studies Program, George Washington University, 15 novembre 2022, disponible à l'adresse : <https://hal.science/hal-03858802/document>

15. Sarah Rodriguez-Louette, « À la conquête de la norme », *op. cit.*

On assiste ainsi à une forme de réseau idéologique globalisé, qui dépasse les clivages classiques entre nationaux et construit une cosmopolitique identitaire, où les luttes locales sont perçues comme des fronts d'une guerre mondiale contre la disparition des peuples blancs¹⁶.

Vers une « sécession blanche » transatlantique ?

Ce processus d'internationalisation n'est pas purement discursif. Il influence des stratégies concrètes d'archipélisation territoriale : création de communautés rurales fermées, écoles confessionnelles privatisées, refus de la fiscalité fédérale, préparation à l'effondrement de l'ordre démocratique.

Ces initiatives, en apparence marginales, traduisent une stratégie de sécession sans rupture légale, un démantèlement par en bas de l'ordre démocratique, sans déclaration d'indépendance. Ce que Walter appelle « la guerre civile froide » se mondialise : elle ne vise pas la prise du Capitole, mais la conquête progressive de micro-territoires symboliques et institutionnels. Le danger n'est pas dans un retour au fascisme classique, mais dans la formation d'une mosaïque de pouvoirs informels, racialisés, segmentés, qui sapent la cohésion démocratique à partir de ses marges.

16. Don Harrison Doyle, *Secession as an International Phenomenon: From America's Civil War to Contemporary Separatist Movements*, 1^{re} éd., University of Georgia Press, 2010.

III. VERS UNE SÉCESSION DOUCE ? FRAGMENTATION GÉOPOLITIQUE DES ÉTATS-UNIS AU PRISME DU TRUMPISME

DÉFINIR LA SÉCESSION DANS UN CONTEXTE POSTMODERNE : RUPTURE JURIDIQUE OU DÉSAGRÉGATION FONCTIONNELLE ?

L'idée de sécession aux États-Unis renvoie spontanément à l'épisode traumatique de la guerre de Sécession (1861-1865) où la rupture entre les États du Sud esclavagistes et l'Union nordiste s'est traduite par un conflit armé à l'issue dramatique. Pourtant, dans le contexte contemporain, marqué par une postmodernité politique, la sécession ne se traduit plus nécessairement par un acte de déclaration unilatérale d'indépendance, mais par une série de désengagements progressifs, fragmentés, souvent symboliques, qui sapent les bases de l'unité fédérale sans briser formellement l'ordre constitutionnel¹.

Redéfinir la sécession : de la territorialité à la fonction

La sécession juridique classique repose sur un schéma clair : un territoire se retire volontairement de l'ensemble souverain, en proclamant son autonomie politique. Or, dans la réalité du XXI^e siècle, la sécession peut être fonctionnelle, symbolique, informationnelle, institutionnelle. Elle devient un processus diffus, cumulatif, fondé non sur un acte de rupture unique mais sur une succession de refus, de délégitimations, de désobéissances localisées.

Ainsi, dans la typologie proposée par Barbara Walter, les États-Unis ne présentent pas aujourd'hui les traits d'une guerre civile ouverte, mais ceux d'une guerre froide domestique, caractérisée

1. Erwin Chemerinsky, *No Democracy Lasts Forever: How the Constitution Threatens the United States*, 1^{re} éd., Liveright/W.W. Norton & Company, 2024.

par une polarisation extrême, l'essor de milices, la désobéissance à l'État central et la délégitimation de l'opposition politique².

Selon cette grille de lecture, la sécession devient tout d'abord structurelle quand les services de base (santé, éducation, sécurité) sont assurés par des réseaux parallèles à ceux de l'État ; puis idéologique, lorsque la Constitution n'est plus perçue comme un socle commun mais comme un texte manipulé par l'adversaire ; et enfin cognitive, quand deux Amériques vivent dans des univers médiatiques et narratifs totalement disjoints.

Le cas de certains États « rouges », comme le Texas ou la Floride, montre une tendance à la nullification³, concept hérité de la doctrine sudiste du XIX^e siècle, selon laquelle un État peut refuser d'appliquer une loi fédérale jugée anticonstitutionnelle. Cette doctrine, condamnée historiquement par la Cour suprême, revient aujourd'hui sous une forme « soft », à travers des politiques locales de résistance (sur les armes, les vaccins, l'avortement, l'éducation) soutenues par des gouverneurs activistes.

À l'échelle nationale, plusieurs exemples de sympathisants d'une remise en cause de l'ordre constitutionnel se sont manifestés. Des shérifs qui ont refusé de faire appliquer les mandats fédéraux COVID, des États qui ont restreint l'accès à l'avortement sans attendre les décisions fédérales ou encore des « sanctuaires des armes à feu » qui se sont multipliés, en contradiction frontale avec les régulations nationales, sont autant de symptômes d'une fragmentation accélérée.

On assiste ainsi à une désobéissance civique structurée, qui remet en cause l'uniformité du droit sur le territoire, socle fondamental du pacte fédéral. Cette désobéissance est fondée sur un récit d'usurpation : l'État fédéral est perçu comme capturé par une élite illégitime, étrangère à l'« Amérique réelle », ce qui justifie une forme de désengagement⁴.

2. Barbara F. Walter, *How Civil Wars Start*, *op. cit.*

3. Sanford Levinson, *Nullification and Secession in Modern Constitutional Thought*, University Press of Kansas, 2016.

4. Nicholas F. Jacobs, « Seeing Red and Blue: Assessing How Americans Understand Geographic Polarization, Secession, and the Value of Federalism », *Publius*, 54 (2), 2024, p. 201-227.

Sécession douce et fragmentation sans rupture

Les politistes Philip Gorski et Samuel Perry parlent de *soft secessionism*, c'est-à-dire d'une sécession sans déclaration ni projet formel d'indépendance, mais avec un démembrement graduel des allégeances communes⁵. Ce processus est compatible avec la légalité apparente : les lois sont toujours promulguées, les élections ont lieu mais leur légitimité est contestée par une part croissante de la population.

Les piliers du consensus libéral – égalité devant la loi, transparence du scrutin, légitimité des institutions indépendantes – sont fracturés par la diffusion massive de contre-récits : *Big Lie*, *Deep State*, *Uniparty*, *Woke indoctrination*, etc. Ce climat de défiance devient un terreau fertile pour une réorganisation sécessionniste par le bas, sans acte spectaculaire mais par une succession d'actes minimes : refus de collaborer, création de réseaux parallèles, loyauté envers des figures locales ou numériques.

Cette fragmentation postmoderne brouille les outils classiques du droit constitutionnel⁶ : comment identifier une sécession quand aucun État ne déclare son indépendance mais que le lien fédéral perd toute efficacité pratique dans certains territoires ?

5. Philip S. Gorski et Samuel L. Perry, *The Flag and the Cross: White Christian Nationalism and the Threat to American Democracy*, Oxford University Press, 2021.

6. Le droit constitutionnel de la sécession aux États-Unis ne se limite pas à la simple question de savoir si un État dispose d'un droit constitutionnel à faire sécession. Ce droit traite de la nature du pouvoir exécutif et de la manière dont les présidents peuvent réagir à un mouvement sécessionniste actif, du pouvoir du Congrès de rétablir le gouvernement républicain dans les États qui n'ont pas fait sécession, et de la portée juridictionnelle des gouvernements sécessionnistes en cas de guerre de sécession. Voir chapitre « Constitutional Law and Secession in the United States », dans Ryan Griffiths, Aleksandar Pavković et Peter Radan (dir.), *The Routledge Handbook of Self-Determination and Secession*, 1^{re} éd., Routledge, 2023.

INDICES DE FRAGMENTATION : POLARISATION TERRITORIALE, NULLIFICATION LOCALE, ENCLAVES IDÉOLOGIQUES

L'unité des États-Unis repose historiquement sur une combinaison de principes fédéralistes et de pratiques centralisatrices assurant la cohérence du droit, des normes et des institutions sur l'ensemble du territoire. Or, depuis les années 2000, et de manière accélérée depuis 2016, cette cohérence territoriale est mise en cause par une série d'évolutions convergentes : polarisation géographique⁷, retour de doctrines de nullification et constitution d'enclaves idéologiques en rupture partielle avec le modèle républicain fédéral.

Polarisation géographique et migrations idéologiques

La fragmentation commence par un phénomène démographique : ce que Bill Bishop⁸ a appelé *The Big Sort* (2008), à savoir le regroupement géographique des individus selon leurs orientations idéologiques. Dans ce contexte, les comtés, villes et États deviennent de plus en plus homogènes politiquement. La Californie, le Massachusetts ou le Maryland votent systématiquement démocrate, tandis que le Texas, le Wyoming ou le Mississippi penchent structurellement vers les républicains⁹.

Ce tri idéologique a deux effets majeurs. Il renforce les logiques de radicalisation locale, chaque majorité locale s'estimant légitime à imposer une gouvernance alignée sur ses valeurs propres, indépendamment de la loi fédérale. Il affaiblit la représentativité nationale car les électeurs vivent dans des bulles de confirmation, alimentées par des médias locaux partisans, des écoles orientées et des leaders politiques alignés.

7. Renaud Le Goix, « Les "communautés fermées" dans les villes des États-Unis : Aspects géographiques d'une sécession urbaine », *Espace géographique*, 30 (1), 2001, p. 81-93.

8. Bill Bishop, *The Big Sort*, op. cit.

9. Thomas H. Naylor et Sale Kirkpatrick, *Secession: How Vermont and All the Other States Can Save Themselves from the Empire*, 1^{re} éd., Feral House, 2008.

Ce phénomène se traduit aussi par des migrations politiques internes : des familles quittent des États jugés trop libéraux ou conservateurs pour s'installer dans des bastions idéologiques conformes à leurs préférences, renforçant la dynamique de polarisation.

Big Sort

Le concept de *Big Sort*, forgé par Bill Bishop en 2008¹⁰, désigne une reconfiguration résidentielle progressive où les citoyens choisissent de vivre dans des zones culturellement et idéologiquement homogènes. Ce tri ne concerne pas seulement les élections présidentielles, marquées depuis longtemps par des clivages rouge/bleu mais s'observe aussi au niveau local et infra-étatique (comtés, districts scolaires, élections municipales), où l'homogénéisation partisane devient plus marquée. Depuis l'élection de Donald Trump en 2016, ce phénomène s'est intensifié : il ne s'agit plus uniquement de *safe vs swing states*, mais de bulles cognitives territorialisées, où les choix résidentiels agissent comme des filtres idéologiques. Cette dynamique accroît l'alignement idéologique transversal (du niveau local au national), mais aussi un certain désalignement stratégique, certains électeurs votent démocrate à l'échelle nationale tout en maintenant des pratiques conservatrices localement (ou inversement), comme l'ont noté Gelman et Enos¹¹.

Gelman interprète la polarisation en soulignant que, paradoxalement, les États riches votent majoritairement pour les démocrates, tandis que les individus riches soutiennent plutôt les républicains, ce qui révèle un clivage à la fois socio-économique et territorial. Enos, quant à lui, analyse les effets psychosociaux d'un « voisinage homogène », montrant que vivre parmi des électeurs semblables tend à renforcer l'intolérance politique, à radicaliser les opinions et à accroître le sentiment d'exclusion vis-à-vis des institutions fédérales.

10. Bill Bishop, *The Big Sort*, op. cit.

11. Andrew Gelman, *Red State, Blue State, Rich State, Poor State: Why Americans Vote the Way They Do*, Princeton University Press, 2009 ; Ryan Enos, *The Space Between Us: Social Geography and Politics*, Cambridge University Press, 2017.

Le retour de la nullification : refus de l'autorité fédérale

L'un des symptômes les plus inquiétants de la fragmentation est la réémergence de la doctrine de nullification, selon laquelle un État ou une entité locale peut refuser d'appliquer une loi fédérale. Historiquement utilisée pour défendre l'esclavage au XIX^e siècle, cette doctrine est aujourd'hui mobilisée par des gouverneurs républicains ou des assemblées locales pour refuser les mesures sanitaires fédérales (l'obligation vaccinale par exemple), interdire l'accès à l'avortement malgré les protections fédérales, garantir un port d'armes illimité malgré les régulations nationales.

La Floride de Ron DeSantis, le Texas de Greg Abbott ou encore le Tennessee ont mis en place des politiques délibérément opposées à l'administration fédérale, agissant comme des mini-souverainetés contestataires à l'intérieur de l'Union. De nombreux États et villes démocrates, comme la Californie, New York ou Chicago, se sont déclarés « sanctuaires » en refusant de coopérer avec les autorités fédérales de l'immigration (ICE). Cela constitue une forme de nullification dans la mesure où ces juridictions n'appliquent pas certaines lois ou directives fédérales sur l'expulsion des sans-papiers. Des États comme le Colorado, l'Oregon ou le Vermont ont légalisé l'usage récréatif du cannabis, en contradiction avec la législation fédérale américaine (le *Controlled Substances Act*), où le cannabis reste classé comme substance illégale. Malgré cette opposition juridique, ces États poursuivent leurs propres régulations et politiques. Des États comme l'Arkansas ou le Dakota du Sud ont promulgué des lois restreignant les droits des jeunes transgenres en matière de soins médicaux ou d'accès aux équipes sportives, souvent en opposition ouverte avec les positions de l'administration fédérale sur les droits. Le Wyoming ou le Dakota du Nord ont ouvertement résisté aux normes de l'Environmental Protection Agency (EPA), notamment en ce qui concerne les restrictions sur les émissions des centrales à charbon ou l'extraction du gaz de schiste (*fracking*). Ils invoquent la souveraineté des États pour maintenir leur modèle énergétique local. Plusieurs comtés dans

des États comme le Missouri ou l'Idaho se sont autoproclamés *Second Amendment sanctuaries*, interdisant l'application de toute régulation fédérale sur les armes à feu jugée anticonstitutionnelle. Certaines lois locales affirment même le droit d'arrêter des agents fédéraux tentant de faire appliquer ces normes. Ces exemples montrent que la nullification moderne ne concerne pas seulement les questions sanitaires ou sociétales mais traverse plusieurs domaines clés : sécurité, santé, justice, éducation, écologie, renforçant ainsi une dynamique de fragmentation du pouvoir étatique au sein même des États-Unis¹².

Ces actes de nullification sont soutenus par une opinion publique mobilisée, des législatures partisans et parfois des forces de l'ordre locales (shérifs, polices municipales) qui refusent d'appliquer certaines directives. On assiste ainsi à une dissolution silencieuse de la chaîne d'autorité fédérale, rendant illusoire l'universalité de la loi sur le territoire national.

Les enclaves idéologiques : sécession *de facto*

Enfin, la fragmentation prend la forme d'enclaves idéologiques, des zones où une communauté impose des normes sociales, juridiques et éducatives spécifiques¹³, en contradiction avec les standards nationaux. Ces enclaves peuvent être religieuses (villages chrétiens conservateurs), raciales (projets de communautés exclusivement blanches) ou politiques (sanctuaires pro-armes ou anti-avortement).

Elles disposent parfois de leurs propres structures d'éducation (*homeschooling*, *charter schools*), de services de sécurité privée, de systèmes de justice communautaire, voire de monnaies alternatives. Cette territorialisation idéologique correspond à une

12. Lauren Moxley Beatty, « The Resurrection of State Nullification and the Degradation of Constitutional Rights: SB8 and the Blueprint for State Copycat Laws », *Georgetown Law Journal*, 111, 2022.

13. Alexandra Cooperstock, « The Demographics of School District Secession », *Social Forces*, 101 (4), 2023, p. 1976-2012.

sécession douce, il n'y a pas déclaration d'indépendance mais rupture des normes communes¹⁴.

On observe dans ces micro-territoires une dynamique de « républicanisme d'exception », où la démocratie ne fonctionne que pour la communauté fondatrice, excluant les minorités ou les opposants idéologiques. Ces enclaves fonctionnent alors comme des laboratoires de souveraineté alternative, capables de s'étendre ou d'être répliqués ailleurs¹⁵.

L'insurrection de Los Angeles (juin 2025) : vers une sécession violente urbaine ?

En juin 2025, la Californie est secouée par une vague de manifestations massives à Los Angeles, initialement déclenchée par des arrestations controversées liées à l'expulsion de migrants dans un contexte de tensions sur les politiques fédérales d'immigration. Rapidement qualifiées d'émeutes par la Maison Blanche et de répression brutale par les élus démocrates locaux, ces événements dégénèrent en conflit ouvert entre autorités locales et fédérales.

Selon le *Washington Post* et le *New York Times*, le président Trump aurait contourné les procédures habituelles en mobilisant

14. Des études récentes démontrent une croissance des enclaves idéologiques aux États-Unis, souvent situées dans des zones rurales ou suburbaines à majorité blanche, caractérisées par l'usage de l'*homeschooling* et des *charter schools* pour éviter les normes éducatives nationales ; la présence de milices privées ou forces de sécurité locales, des positions politiques marquées par un rejet de l'État fédéral, notamment sous l'impulsion de l'idéologie trumpienne, une accentuation du *sorting* politique et démographique, où les individus choisissent des lieux de vie alignés avec leurs convictions profondes. Sur ces phénomènes on peut citer les travaux de Heath Brown, *Homeschooling the Right: How Conservative Education Activism Erodes the State*, Columbia University Press, 2021.

15. Bruce Bigelow, « Alan Taylor, *Break It Up: Secession, Division, and a Secret History of America's Imperfect Union*, Richard Kreitner, *American Republics: A Continental History of the United States, 1783-1850* » (Book review), *Geographical Review*, 115 (3), 2023, p. 447-448.

l'armée sans l'aval du gouverneur¹⁶, brisant de fait la logique fédéraliste. Le recours aux troupes fédérales dans un État sanctuaire opposé à la politique présidentielle a marqué un tournant. L'ancien chef de la LAPD, dans une tribune publiée le 14 juin 2025, affirmait que « l'envoi de troupes dans les villes américaines ne restaure pas l'ordre, il fracture davantage la nation. En 2025, c'est un acte de sécession inversée, celle de l'État fédéral contre ses territoires dissidents¹⁷ ».

Une dynamique de « sécession inversée »

Les violences et la militarisation de la réponse fédérale ont été accompagnées de discours présidentiels virulents, assimilant Los Angeles à un territoire étranger : « Tandis que Los Angeles brûle... ces gauchistes se moquent de votre sécurité. Ils prennent le parti des émeutiers. Le président Trump défend la loi et l'ordre¹⁸. »

Ce vocabulaire martial et délégitimant, évoquant des « insurrections du tiers-monde sur sol américain¹⁹ », a été perçu comme une tentative de « reconquête militaire » d'un État dissident, symboliquement exclu de la nation. Pour la sénatrice Padilla : « C'est ainsi qu'agit une administration qui a peur : elle cible ses propres citoyens comme ennemis²⁰. »

Cette situation correspond à un cas limite où la réponse fédérale militarisée devient elle-même un acte de rupture avec le

16. Marc A. Thiessen, « How Trump Is Bypassing Los Angeles's Sanctuary City Hurdles », *The Washington Post*, 12 juin 2025 ; David French, « America Is No Longer a Stable Country », *The New York Times*, 8 juin 2025.

17. « I Ran the L.A.P.D. I Know What Happens When Troops Are Sent to American Cities », *The New York Times*, 14 juin 2025.

18. « *While Los Angeles burns... These leftists don't care about your safety. They side with mobs. President Trump Stands For Law & Order* » (The White House, « *While Los Angeles Burns, Leftists Call It Peaceful—Trump Will Bring Law & Order* », 9 juin 2025).

19. The White House, « *Third-World Insurrection Riots on American Soil* », 11 juin 2025.

20. Sénatrice Padilla, « This Is How an Administration Acts When It's Afraid », *The New York Times*, 19 juin 2025.

pacte fédéral. Elle suggère une nouvelle forme de sécession violente, non plus initiée par les États, mais par le centre fédéral lui-même, face à des territoires perçus comme illégitimes.

Cette « sécession par le haut », ou répression anti-fédérale à visée de réintégration forcée, mérite d'être confrontée aux formes de sécession douce décrites plus haut. Elle complète la typologie en montrant que, dans un contexte de polarisation extrême, les mécanismes de maintien de l'ordre peuvent catalyser eux-mêmes la désunion, en particulier lorsque la légitimité du centre est contestée localement.

Au fond, ce qui se joue n'est pas une guerre civile classique mais une guerre des formes de souveraineté. Ce conflit oppose un État démocratique centralisé et libéral à une mosaïque d'identités politiques, raciales et religieuses en voie de territorialisation. La notion même d'unité nationale s'y dissout, non par la force mais par la désaffiliation.

HYPOTHÈSES DE « SÉCESSION DOUCE » : SCÉNARIOS, ACTEURS, STRATÉGIES

La sécession, comprise dans sa forme postmoderne comme un processus graduel de désengagement des normes fédérales, peut être envisagée non plus comme une rupture spectaculaire, mais comme une dynamique cumulative, portée par divers acteurs, catalysée par des crises politiques et encadrée par des stratégies conscientes. Dans cette perspective, plusieurs scénarios de « sécession douce » émergent des observations récentes de terrain et des analyses prospectives, mettant en lumière la pluralité des voies de fragmentation des États-Unis.

Scénario 1 : l'archipélisation idéologique du territoire

Ce scénario repose sur une ségrégation idéologique croissante entre États fédérés, avec émergence de blocs régionaux cohérents politiquement, juridiquement et culturellement.

Cette archipélisation pourrait mener à des normes juridiques profondément divergentes entre États bleus et rouges (par exemple, Californie vs Texas), des politiques de santé, d'éducation, de police et de justice différenciées au point d'être incompatibles, un délitement des politiques nationales, rendant le gouvernement fédéral incapable d'imposer une ligne unificatrice.

L'État fédéral serait alors confronté à une crise de légitimité, ses institutions perçues comme des arbitres partiels ou des structures capturées. Ce scénario ne suppose aucune déclaration d'indépendance mais conduit à une paralysie fonctionnelle de l'union, chaque État agissant comme une entité quasi souveraine²¹.

Scénario 2 : enclavement autoritaire et mise en place de « républiques locales »

Dans certains États ou comtés très conservateurs, la dynamique pourrait aller plus loin, avec une prise de contrôle institutionnelle complète par des groupes trumpistes ou nationalistes blancs. Dans ce contexte, on assisterait à la mise en place d'un contrôle partisan de la justice locale, d'un système scolaire filtrant les contenus au nom de la « lutte contre l'endoctrinement woke », d'une police de proximité idéologisée (shérifs élus, milices volontaires, groupes armés auto-organisés).

Ces « républiques locales » pourraient fonctionner comme des États dans l'État, refusant d'appliquer les décisions fédérales, déconnectant leur base fiscale et contrôlant la mobilité intérieure.

La politiste Barbara Walter parle alors d'une « implosion intérieure », où la guerre civile ne prend pas la forme de fronts armés mais de zones de gouvernance parallèle, auxquelles le gouvernement fédéral n'a plus accès.

21. Ryan Griffiths, Aleksandar Pavković et Peter Radan (dir.), *The Routledge Handbook of Self-Determination and Secession*, op. cit.

Scénario 3 : catalyseur de rupture par crise constitutionnelle

Un autre scénario envisage une rupture brutale, non pas par volonté déclarée d'un État mais à travers une crise institutionnelle majeure. Cela pourrait inclure le refus de reconnaître les résultats d'une élection présidentielle contestée, l'insubordination d'États entiers refusant de certifier les votes ou d'appliquer le verdict de la Cour suprême, la fragmentation de l'armée ou des forces de police entre fidélité au pouvoir fédéral et obéissance aux gouverneurs locaux.

Ce scénario présente des points de bascule : moments critiques où les institutions doivent choisir entre loyauté constitutionnelle et logique factionnelle. L'histoire américaine de 1860 offre un précédent, mais la structure actuelle de polarisation et de numérisation pourrait produire une crise plus chaotique, dispersée et décentralisée.

Les acteurs de la sécession douce

Parmi les forces motrices de ces scénarios, plusieurs types d'acteurs se dégagent : les gouverneurs conservateurs, qui jouent le rôle de figures fédératrices d'un contre-pouvoir régional (par exemple Ron DeSantis, Greg Abbott), les milices identitaires, légalement constituées ou tolérées, qui offrent une sécurité parallèle et diffusent une idéologie insurrectionnelle, les communautés numériques, qui construisent les récits légitimant la rupture : trahison de la nation, État profond, désaméricanisation, les entreprises technologiques, en créant des écosystèmes économiques alternatifs (cryptomonnaies, plateformes privées) favorisant l'autonomie locale.

Ces acteurs agissent souvent en synergie, formant un écosystème sécessionniste latent, prêt à se consolider en cas de crise catalytique.

Dans son étude publiée en 2020, Marcin Pomarański proposait une analyse approfondie des mouvements sécessionnistes contemporains aux États-Unis, en s'intéressant particulièrement aux stratégies adoptées lorsque leurs aspirations à l'indépendance

échouent face à l'opposition ferme du gouvernement fédéral. Il met en évidence la diversité de ces mouvements, tant par leurs motivations (libertariennes, identitaires, religieuses) que par leur envergure territoriale. Bien que peu soutenus à grande échelle, ces mouvements traduisent une résurgence continue du droit à l'autodétermination dans le discours politique américain.

Pomarański identifie deux grandes familles de scénarios : les scénarios d'abandon, où les groupes renoncent explicitement à leurs objectifs initiaux (par déstructuration, désillusion ou redéfinition des buts), et les scénarios de continuation, dans lesquels les groupes persistent dans leur lutte, misant sur la durée, l'internationalisation ou la radicalisation. Des exemples concrets, tels que la Republic of Lakotah, le Christian Exodus ou encore le Texas Nationalist Movement illustrent ces trajectoires contrastées²². L'étude souligne enfin que, malgré l'échec récurrent de ces projets, ils s'inscrivent pleinement dans la culture politique américaine, marquée par un fort attachement à la souveraineté populaire et aux traditions de contestation démocratique²³.

22. L'approche typologique exposée ici recoupe les modèles de persistance ou de retrait étudiés dans les mobilisations communautaires ou sécessionnistes. Ces deux logiques : scénarios d'abandon (désagrégation, réorientation stratégique) et scénarios de continuation (radicalisation, internationalisation ou résistance durable) se retrouvent dans plusieurs cas concrets. Par exemple, la Republic of Lakotah, initiée en 2007 par des représentants Lakota comme Russell Means, représente une tentative de rupture institutionnelle avec les États-Unis fondée sur des arguments juridiques internationaux, mais sans reconnaissance légale effective. À l'inverse, le Christian Exodus (2003-) a opéré un retrait partiel vers la Caroline du Sud, cherchant à y établir un État conforme aux principes bibliques – sans véritable pérennité politique. Le Texas Nationalist Movement, quant à lui, incarne un cas de scénario de continuation : bien que marginal, le mouvement structure une rhétorique politique stable autour de l'indépendance texane, avec des relais dans certains segments du Parti républicain local.

23. Marcin Pomarański, « How Does Secessionism End? No-Win Scenarios for Contemporary American Secessionist Movements », *Przegląd Narodowościowy / Review of Nationalities*, 10, 2020, p. 1-11.

SÉCESSION APOCALYPTIQUE ET TERRORISME D'EXTRÊME DROITE AUX ÉTATS-UNIS

Si les formes institutionnelles ou « douces » de sécession constituent le cœur des tensions territoriales américaines contemporaines, elles ne sont pas les seules. Une dynamique beaucoup plus radicale, déterritorialisée et violente, gagne en intensité : celle de la sécession apocalyptique portée par les mouvances d'extrême droite armées. Ces groupes ne visent pas à créer un nouvel État reconnu mais à se détacher symboliquement et concrètement des institutions américaines, en établissant ce qu'ils considèrent comme des « sociétés justes » fondées sur la loi divine, le droit aux armes et l'identité blanche chrétienne.

Dans *God, Guns, and Sedition: Far-Right Terrorism in America*, Bruce Hoffman et Jacob Ware analysent la montée en puissance de cette tendance en lien avec la prolifération des milices paramilitaires, le développement de plateformes numériques cryptées et l'ancrage d'une rhétorique insurrectionnelle religieuse. Selon eux, ces groupes conçoivent leur action comme une préparation eschatologique, une « bataille finale » contre un gouvernement corrompu, souvent qualifié de satanique ou tyrannique²⁴.

Cette sécession par le bas, invisible sur le plan administratif mais manifeste dans les pratiques sociales et discursives, s'incarne dans des zones rurales autonomes, des camps d'entraînement clandestins et des écosystèmes numériques alternatifs. Ces enclaves fonctionnent comme des micro-sociétés soustraites à la loi fédérale, où s'expérimentent des formes de gouvernance locale fondée sur des lectures fondamentalistes de la Constitution et de la Bible²⁵.

Le rejet du gouvernement fédéral s'accompagne d'une hostilité explicite envers la démocratie pluraliste, perçue comme une trahison des « valeurs fondatrices » de l'Amérique. Les milices

24. Bruce Hoffman et Jacob Ware, *God, Guns, and Sedition: Far-Right Terrorism in America*, Columbia University Press, 2024.

25. Lisa N. Sacco, « Understanding and Conceptualizing Domestic Terrorism: Issues for Congress », Congress Report Service, Washington D.C., Library of Congress, 29 décembre 2023.

des Oath Keepers, les Boogaloo Bois ou encore les Christian Patriots s'inscrivent dans une tradition subversive remontant aux mouvements survivalistes des années 1990. Ce sont des héritiers idéologiques de Ruby Ridge, Waco et Oklahoma City, mais dans un contexte contemporain marqué par la circulation rapide de la radicalisation en ligne, le désengagement civique et la prolifération des armes semi-automatiques.

Selon Hoffman et Ware, l'objectif de ces groupes n'est pas de séparer un État de l'Union, mais d'en reconquérir l'essence en excluant les catégories jugées indignes du projet national : minorités ethniques, femmes, immigrants, élites cosmopolites et institutions libérales. Cette ambition quasi théocratique de purification interne s'apparente à une forme de sédition régénératrice, soutenue par une mythologie millénariste et un usage stratégique de la violence²⁶.

Ce phénomène doit être intégré à l'analyse des recompositions sécessionnistes contemporaines : non pas comme une alternative géopolitique structurée, mais comme une dissolution idéologique du lien fédéral, agissant depuis les marges armées de la société²⁷. Il complète ainsi la typologie proposée dans cette analyse en démontrant que la désunion américaine peut aussi se traduire par une désagrégation violente de l'intérieur, alimentée par un projet mystique et identitaire.

LA COURTE CONTRE-OFFENSIVE FÉDÉRALE : LA DOCTRINE BIDEN ET LA STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME INTÉRIEUR

Face aux dynamiques centrifuges observées depuis l'élection de Donald Trump et surtout après l'insurrection du 6 janvier 2021, l'administration Biden avait entrepris une reconfiguration stratégique de la sécurité nationale. Cette réponse prend acte

26. Anti-Defamation League, *Hate in the Homeland: The New Global Far Right*, ADL Center on Extremism, 2022, <https://www.adl.org/resources/report/murder-and-extremism-united-states-2022>

27. Kathleen Belew, *Bring the War Home: The White Power Movement and Paramilitary America*, Harvard University Press, 2018.

du fait que la menace principale n'est plus seulement exogène (terrorisme islamiste, puissances étrangères) mais endogène : ce sont désormais des citoyens américains, parfois insérés dans les forces de l'ordre ou les institutions, qui menacent l'ordre constitutionnel. Cette transformation doctrinale est consacrée dans le document officiel intitulé *National Strategy for Countering Domestic Terrorism* (2021), qui marque une inflexion majeure dans la doctrine sécuritaire américaine.

Recentrage de la menace : l'ennemi intérieur

La stratégie nationale publiée par la Maison Blanche en juin 2021 affirme que « la menace la plus persistante et la plus létale sur le sol américain est celle posée par les extrémistes violents animés par des motivations raciales ou ethniques²⁸ ». Cette désignation désigne explicitement les suprémacistes blancs, les milices d'extrême droite et les mouvements anti-fédéraux structurés.

La rupture est symbolique : le terrorisme n'est plus associé à l'Autre, à l'étranger, mais à une dérive radicale d'une partie de la nation. Ce repositionnement oblige à repenser les outils de renseignement, de prévention et de répression, tout en respectant les droits constitutionnels (notamment le 1^{er} amendement sur la liberté d'expression).

Le document fixe quatre grands piliers stratégiques :

1. Comprendre et analyser la menace : développement de capacités de renseignement ciblé sur les extrémismes idéologiques internes, renforcement du partage d'informations entre agences fédérales, locales et technologiques.

2. Prévention de la mobilisation vers la violence : mise en place de programmes de déradicalisation, surveillance renforcée des plateformes en ligne, soutien aux familles et communautés vulnérables.

3. Disruption et répression : renforcement des moyens judiciaires et policiers pour poursuivre les groupes paramilitaires,

28. The White House, [National Strategy for Countering Domestic Terrorism](#), National Security Council, 2021.

adaptation des cadres légaux à la spécificité des menaces hybrides.

4. Promotion de la résilience civique : soutien aux contre-discours, à l'éducation civique et à la mobilisation communautaire pour réaffirmer les principes démocratiques.

L'objectif est de désorganiser les réseaux extrémistes sans criminaliser les opinions politiques, ce qui nécessite une finesse d'intervention et une collaboration étroite avec les acteurs locaux.

Limites et dilemmes : une réponse sous contrainte démocratique

Cette stratégie se heurte à plusieurs dilemmes : le flou entre activisme politique et radicalisation violente : jusqu'où surveiller un mouvement qui se réclame de la Constitution mais rejette la légitimité électorale ? La méfiance des États rouges vis-à-vis des agences fédérales, qui entrave la coopération et nourrit le récit d'un « État profond ». Le risque de contre-productivité, où la répression renforce le récit victimaire des groupes extrémistes (« *We are under attack* »).

Par ailleurs, le document stratégique reste juridiquement faible ; il fixe des orientations mais ne crée pas de nouvelles lois. L'absence de typification juridique claire du « terrorisme domestique » dans le droit pénal américain limite les possibilités d'action directe. De nombreux groupes peuvent ainsi continuer à se structurer à la frontière de la légalité, exploitant la protection constitutionnelle.

Bien que la *National Strategy for Countering Domestic Terrorism* inaugure une reconfiguration doctrinale majeure, elle demeure un document stratégique non contraignant. Elle ne possède en effet aucune force normative, elle oriente l'action des agences, mais ne crée pas de nouvelles infractions, ni de régime légal spécifique pour qualifier ou poursuivre le terrorisme intérieur. L'absence d'une typologie juridique claire du *domestic terrorism* dans le Code pénal fédéral (contrairement au terrorisme international) laisse un vide que les extrémistes exploitent.

Le Congressional Research Service souligne ainsi qu'il n'existe aucun délit autonome de « terrorisme intérieur » dans le droit fédéral américain²⁹. Ce constat est également formulé par la GAO (Government Accountability Office) qui, dans son rapport de 2024, critique l'inefficacité des efforts de mise en œuvre : « Les agences fédérales manquent de directives légales et de coordination claire pour poursuivre les actes de terrorisme intérieur » (GAO-25-107030).

Des think tanks comme le CSIS (Center for Strategic and International Studies) rappellent en outre que cette faiblesse légale alimente une stratégie opportuniste des groupes extrémistes, qui adaptent leur rhétorique et leurs actions pour rester dans une zone grise légale. Enfin, plusieurs analystes notent que le premier amendement (liberté d'expression et d'association) constitue un frein structurel à toute action frontale contre des groupes extrémistes tant qu'ils n'ont pas commis de violence manifeste³⁰.

Cette asymétrie de la guerre civile froide - où les extrémistes ont des stratégies claires mais où l'État ne peut réagir frontalement sans trahir ses principes - constitue un piège structurel pour la démocratie libérale³¹.

29. US Congress, « Understanding and Conceptualizing Domestic Terrorism: Issues for Congress », CRS Report R47885, 29 décembre 2023, <https://www.congress.gov/crs-product/R47885>

30. Reiley McCabe, *The Rising Threat of Anti-Government Domestic Terrorism*, CSIS, 21 octobre 2024, <https://www.csis.org/analysis/rising-threat-anti-government-domestic-terrorism-what-data-tells-us>

31. Sarah Rodriguez-Louette, « À la conquête de la norme », *op. cit.*

CONCLUSION

Le trumpisme comme matrice d'une géopolitique interne de la désunion

Au terme de cette étude en trois volets, une ligne de force se dessine avec clarté : le trumpisme n'est pas simplement un phénomène politique ou électoral, mais le symptôme d'un basculement systémique dans l'architecture démocratique américaine. Il catalyse, fédère et accélère des tendances longtemps souterraines, que sont la défiance institutionnelle, la fragmentation territoriale et l'émergence d'une culture sécessionniste, sans rupture formelle.

Le trumpisme a opéré une disruption rhétorique, puis institutionnelle, s'affranchissant des normes libérales classiques. Ce mouvement, loin d'être marginal, repose sur une redéfinition du politique en termes civilisationnels, où l'adversaire devient un ennemi existentiel. Cette dynamique trouve un écho puissant dans les stratégies métapolitiques du nationalisme blanc, qui utilisent le trumpisme comme vecteur de légitimation. À travers une galaxie de think tanks, de plateformes numériques et d'enclaves culturelles, une contre-hégémonie identitaire s'installe, visant à subvertir les institutions de l'intérieur. Ces dynamiques, cumulées, convergent vers une forme de « sécession douce », sans déclaration de rupture, mais avec une délégitimation progressive des normes fédérales, un retrait idéologique du pacte républicain et une pluralité de scénarios de dislocation.

Face à cette menace diffuse, l'État fédéral, à travers la doctrine Biden, a tenté de restaurer une capacité de projection normative, en plaçant le terrorisme intérieur au cœur de la stratégie nationale. Toutefois cette réponse se heurte aux contraintes constitutionnelles, à la défiance des États rouges, à la complexité des réseaux numériques et aux dynamiques de sécession inversée induite par les dérives autoritaires du trumpisme 2.0.

Cette géopolitique intérieure a des résonances mondiales : des mouvements identitaires européens reprennent les codes

du trumpisme, des acteurs autoritaires y trouvent un précédent utile et les démocraties libérales sont confrontées à une érosion interne de la légitimité, souvent plus redoutable que les menaces extérieures.

Ce processus, qui mêle populisme, fragmentation territoriale et désaffiliation culturelle, exige de penser de nouvelles formes de résilience démocratique, fondées non seulement sur la loi mais sur une refondation active du contrat symbolique qui lie les citoyens à la nation.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- ARENDRT Hannah, *Crises of the Republic*, Harvest Book, 1972.
- BELEW Kathleen, *Bring the War Home: The White Power Movement and Paramilitary America*, Harvard University Press, 2018.
- BIGELOW Bruce, « Taylor Alan, *Break It Up: Secession, Division, and a Secret History of America's Imperfect Union*, Richard Kreitner, *American Republics: A Continental History of the United States, 1783-1850* » (Book review), *Geographical Review*, 115 (3), 2023, p. 447-448.
- BILLIG Michael, *Banal Nationalism*, Sage Publications, 1995.
- BISHOP Bill, *The Big Sort: Why the Clustering of Like-Minded America is Tearing Us Apart*, Mariner Books, 2008.
- CHEMERINSKY Erwin, *No Democracy Lasts Forever: How the Constitution Threatens the United States*, 1^{re} éd., Liveright/W.W. Norton & Company, 2024.
- COHEN Richard, « [SPLC to Homeland Security Committee: Focus on Domestic Terrorism from the Radical Right](#) », Southern Poverty Law Center, 2017.
- COOPERSTOCK Alexandra, « The Demographics of School District Secession », *Social Forces*, 101 (4), 2023, p. 1976-2012.
- COREY Robin, *The Reactionary Mind: Conservatism from Edmund Burke to Donald Trump*, Oxford University Press, 2019.
- DIMOCK Michael et WIKI Richard, « [America Is Exceptional in Its Political Divide](#) », Pew Research Center, 2021.
- EMERSON Michael et SMITH Christian, *Divided by Faith: Evangelical Religion and the Problem of Race in America*, Oxford University Press, 2000.
- GALLARD Mathieu, *Les États-Unis au bord de la guerre civile ? : pourquoi les Américains se détestent*, Éditions de l'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2024.
- GORSKI Philip S. et PERRY Samuel L., *The Flag and the Cross: White Christian Nationalism and the Threat to American Democracy*, Oxford University Press, 2021.
- GRIFFITHS Ryan, PAVKOVIĆ Aleksandar et RADAN Peter, *The Routledge Handbook of Self-Determination and Secession*, 1^{re} éd., Taylor & Francis, 2023.
- HAWLEY George, *Making Sense of the Alt-Right*, Columbia University Press, 2017.
- HATEWATCH Staff, « Flags and Other Symbols Used By Far-Right Groups in Charlottesville », Southern Poverty Law Center, 2017.

- HOFFMAN Bruce et JACOB Ware, *God, Guns, and Sedition: Far-Right Terrorism in America*, Columbia University Press, 2024.
- HOFFMAN Michael Harris, « Le droit coutumier dans les conflits armés non internationaux – Un exemple : la guerre de Sécession aux États-Unis », *International Review of the Red Cross*, 72 (784), 1990, p. 348-373.
- JACOBS Nicholas F., « Seeing Red and Blue: Assessing How Americans Understand Geographic Polarization, Secession, and the Value of Federalism », *Publius*, 54 (2), 2024, p. 201-227.
- LE GOIX Renaud, « Les “communautés fermées” dans les villes des États-Unis : Aspects géographiques d’une sécession urbaine », *Espace géographique*, 30 (1), 2001, p. 81-93.
- IHL Olivier, « Une démocratie irrégulière ? Sur la dénonciation des fraudes électorales aux États-Unis », *Politique américaine*, 42 (1), 2024, p. 23-51.
- LEVINSON Sanford, *Nullification and Secession in Modern Constitutional Thought*, University Press of Kansas, 2016.
- LEVITSKY Steven et ZIBLATT Daniel, *How Democracies Die*, Crown, 2018.
- MUDDE Cas, *The Far Right Today*, Polity Press, 2019.
- NAYLOR Thomas H. et KIRKPATRICK Sale, *Secession: How Vermont and All the Other States Can Save Themselves from the Empire*, 1^{re} éd., Feral House, 2008.
- PAPE Robert, « American Face Of Insurrection: Analysis of Individuals Charged for Storming the US Capitol on January 6, 2021 », CPOST Report, University of Chicago, 5 janvier 2022.
- POMARAŃSKI Marcin, « How Does Secessionism End? No-Win Scenarios for Contemporary American Secessionist Movements », *Przegląd Narodowościowy/Review of Nationalities*, 10, 2020, p. 1-11.
- QUESSARD Maud, « La démocratie américaine assiégée : les États-Unis de Biden face aux luttes informationnelles et au cyber », dans Jean-Vincent Holeindre et Julian Fernandez (dir.), *Annuaire français de relations internationales 2024*, Éditions Panthéon-Assas, 2024, p. 353-375.
- RODRIGUEZ-LOUETTE Sarah, « À la conquête de la norme : réseaux et stratégies du nationalisme blanc », Thèse de doctorat sous la direction de Divina Frau-Meigh et Jim Cohen, Sorbonne Nouvelle, décembre 2024.
- ROSANVALLON Pierre, *Le siècle du populisme*, Paris, Seuil, 2020.
- SACCO Lisa N., « Understanding and Conceptualizing Domestic Terrorism: Issues for Congress », Congress Report Service, Washington D.C., Library of Congress, 29 décembre 2023.
- URBINATI Nadia, *Me the People: How Populism Transforms Democracy*, Harvard University Press, 2019.

- WALTER Barbara F., *How Civil Wars Start: And How to Stop Them*, Crown, 2022.
- WILLIAMS R., *Tabernacles in the Wilderness : The US Christian Commission on the Civil War Battlefield*, The Kent State University Press, 2024.
- WINTERS Loretta I. et DE BOSE Herman L., « New Faces in a Changing America: Multiracial Identity in the 21st Century », SAGE Publications, 2003.
- THE WHITE HOUSE, *National Strategy for Countering Domestic Terrorism*, National Security Council, 2021.

VERS UNE SÉCESSION DOUCE ?

LA FRAGMENTATION INVISIBLE : GÉOPOLITIQUE INTERNE DU TRUMPISME ET DÉSUNION POST-LIBÉRALE AUX ÉTATS-UNIS

Maud Quessard

L'alerte lancée en août 2025 par plusieurs responsables démocrates sur une possible militarisation de Washington D.C., via l'armement de la garde nationale sans concertation locale, marque une nouvelle inflexion dans la recomposition du pouvoir exécutif sous le second mandat Trump. Cette actualité donne une résonance inédite à l'hypothèse de « sécession douce » formulée dans ce focus, qui analyse la manière dont le trumpisme agit comme catalyseur d'une fragmentation géopolitique interne, combinant polarisation institutionnelle, enclavement idéologique et stratégies de désaffiliation territoriale. En écho aux analyses de Rosa Brooks sur les relations civilo-militaires, cette situation ne relève pas d'une « crise » au sens traditionnel mais d'un brouillage profond des frontières entre civil et militaire, local et fédéral, légal et normatif. L'activation directe de forces militaires fédérales dans des espaces symboliques de souveraineté civile (la capitale fédérale) illustre cette dynamique de dilution des contre-pouvoirs démocratiques, au profit d'un pouvoir exécutif agissant dans une logique d'exception permanente. À travers l'étude croisée de cette actualité et des dynamiques de fragmentation abordées dans cette recherche, *Vers une sécession douce* propose une lecture géopolitique critique des formes contemporaines d'érosion démocratique aux États-Unis.